

NEERLEGGING-DEPÔT / REGISTR. ENREGISTR.

28-06-1999

26-07-1999

NR.

51607

CU
/C01/205

N°

CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL

du 21 juin 1999

PORTANT MODIFICATION DE LA CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL DU 10 JUILLET 1997 CONCERNANT LE REGIME SECTORIEL DE SECURITE D'EXISTENCE

Article 1 - La présente convention collective de travail s'applique aux entreprises ressortissant à la commission paritaire des métaux non ferreux ainsi qu'aux ouvriers qu'elles occupent.

Par "ouvriers", on entend les ouvriers masculins et féminins.

Art. 2 - Les sections 1 et 2 du chapitre 3 de la convention collective du travail du 10 juillet 1997 concernant le régime sectoriel de sécurité d'existence sont remplacées par les textes suivants :

"Section 1 - Maladie

Art. 9.- Les ouvriers de moins de 57 ans occupés à temps plein qui ont au moins un mois d'ancienneté et se trouvent en incapacité de travail pendant au moins deux mois pour cause de maladie, d'accouchement ou d'accident obtiendront une allocation d'incapacité de 2.500 BEF par mois complet d'incapacité de travail, du deuxième au douzième mois compris, pour autant que ces ouvriers bénéficient des allocations primaires de maladie en application de la législation relative à l'assurance maladie-invalidité.

Pour les ouvriers occupés à temps partiel, l'allocation mensuelle de 2.500 BEF est adaptée au prorata de leurs prestations.

Art. 10.- Les ouvriers occupés à temps plein, qui se retrouvent en incapacité de travail à l'âge de 57 ans ou plus pour cause de maladie ou d'accident, bénéficient, à l'issue de la période couverte par le salaire mensuel garanti et jusqu'à l'âge normal de la retraite, d'une allocation de 160 BEF par journée de maladie indemnisée par l'assurance maladie-invalidité, à concurrence de six allocations journalières au maximum par semaine, et ce pour autant qu'ils aient travaillé pendant au moins six mois, consécutifs ou non, entre la date de leur 56ème anniversaire et celle du début de la maladie.

Pour les ouvriers occupés à temps partiel, l'allocation journalière de 160 BEF est adaptée au prorata de leurs prestations.

A 8
[Signature]

L'avantage résultant de l'application du présent article ne se cumule pas avec celui prévu à l'article 9.

Art. 11.- La somme de l'indemnité conventionnelle prévue aux articles 9 ou 10 et des allocations légales de maladie ne peut dépasser 90 % de la rémunération nette de l'intéressé. Si ce pourcentage est dépassé, le montant de l'indemnité conventionnelle est réduit à due concurrence.

L'application de cette règle ne peut avoir comme conséquence que l'indemnité conventionnelle prévue aux articles 9 et 10 soit réduite à moins de 750 BEF par mois.

"Section 2 - Chômage

A. Indemnité complémentaire de chômage en cas de chômage temporaire.

Art. 12.- En application des articles suivants de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, les ouvriers occupés dans l'entreprise depuis au moins 15 jours au moment de la mise en chômage temporaire ont droit à l'indemnité complémentaire de chômage prévue aux articles 13 et 14 pour chaque jour de chômage pour lequel l'ONEM octroie une indemnité complète ou une demi-indemnité de chômage:

1. article 51 : chômage temporaire pour raisons économiques;
2. article 49: chômage temporaire pour raison d'accident technique;
3. article 50: chômage temporaire pour raison d'intempéries;
4. article 28, 1°: chômage temporaire pour raison de fermeture d'entreprise pendant les vacances annuelles;
5. article 26, 1er alinéa: chômage temporaire pour raison de force majeure temporaire, y compris en cas de grève.

Art. 13.- En application de l'article 12, point 1 (raisons économiques) et point 2 (accident technique), le montant de l'indemnité complémentaire de chômage figure dans le tableau suivant pour chaque jour de chômage pour lequel l'ONEM octroie une indemnité complète de chômage:

| Durée | Service de jour | Travail en équipes |
|--|-----------------|--------------------|
| jusqu'au 18 ^{ème} jour | 230 BEF | 280 BEF |
| du 19 ^{ème} au 36 ^{ème} jour | 315 BEF | 390 BEF |
| à partir du 37 ^{ème} jour | 400 BEF | 500 BEF |

Par ouvriers travaillant en équipes, il est entendu les ouvriers ayant presté dans ce régime de travail au moins 50 % de leur temps de travail pendant les six mois de travail effectif précédant la date du chômage temporaire.

Handwritten signatures and initials, including a large 'A' and several cursive marks.

Art. 14.- En application de l'article 12, point 3 (intempéries), point 4 (fermeture pendant les vacances annuelles) et point 5 (force majeure), le montant de l'indemnité complémentaire de chômage est fixé à 175 BEF pour chaque jour de chômage pour lequel l'ONEM octroie une indemnité complète de chômage pendant maximum 4 semaines par cas.

Art. 15.- Les montants mentionnés aux articles 13 et 14 sont réduits de moitié pour les jours de chômage pour lesquels l'ONEM octroie une demi-indemnité de chômage.

La somme de l'indemnité complémentaire de chômage prévue aux articles 13 et 14 et des allocations légales de chômage ne peut dépasser 95 % de la rémunération nette de l'ouvrier intéressé. Si ce pourcentage est dépassé, le montant de l'indemnité complémentaire de chômage est réduit à due concurrence.

B. Indemnité complémentaire de chômage en cas de chômage complet

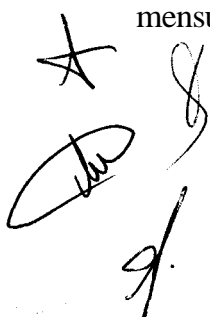
Art. 16.- Les ouvriers licenciés pour des motifs économiques ou techniques ou dont le contrat de travail prend fin pour cause de force majeure définitive pour raison médicale et qui sont occupés dans l'entreprise depuis au moins 15 jours au moment de leur mise en chômage, ont droit à l'indemnité complémentaire de chômage prévue à l'article 17 pour chaque jour de chômage pour lequel l'ONEM octroie une indemnité complète ou une demi-indemnité de chômage.

Art. 17.- La durée des indemnités définie à l'article 16 est de:

1. 120 jours pour les ouvriers âgés de moins de 35 ans au moment où le contrat de travail prend fin;
2. 210 jours pour les ouvriers âgés de 35 ans ou plus mais de moins de 45 ans au moment où le contrat de travail prend fin;
3. 300 jours pour les ouvriers âgés de 45 ans ou plus mais de moins de 55 ans au moment où le contrat de travail prend fin;
4. Pour les ouvriers qui, au moment où le contrat de travail prend fin, ont 55 ans ou plus et qui ne bénéficient pas de la prépension, jusqu'à l'âge de la pension.

Art. 18.- Le montant de l'indemnité complémentaire de chômage pour les cas visés aux points 1, 2 et 3 de l'article 17, s'élève à 175 BEF pour chaque jour de chômage pour lequel l'ONEM octroie une indemnité complète de chômage et à 87,5 BEF pour chaque jour de chômage pour lequel l'ONEM octroie une demi-indemnité de chômage.

Pour le cas visé au point 4 de l'article 17, l'indemnité complémentaire de chômage s'élève à 3.100 BEF par mois. Pour les ouvriers à temps partiel, l'indemnité mensuelle de 3.100 BEF est adaptée au prorata de leurs prestations.



La somme de l'indemnité complémentaire de chômage prévue au présent article et des allocations légales de chômage ne peut pas dépasser 90 % de la rémunération nette de l'ouvrier intéressé. Si ce pourcentage est dépassé, le montant de l'indemnité complémentaire de chômage est réduit à due concurrence."

Art. 3 - La présente convention collective de travail produit ses effets le 29 avril 1999. Elle est conclue pour une durée indéterminée et peut être dénoncée par chacune des parties moyennant un préavis de trois mois.

28-06-1999

26-07-1999

M.

N°

51601/col/105

L3

COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST
van 21 juni 1999

TOT WIJZIGING VAN DE COLLECTIEVE
ARBEIDSOVEREENKOMST VAN 10 JULI 1997 BETREFFENDE
HET SECTORAAL STELSEL VAN BESTAANSZEKERHEID

Artikel 1 - Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de ondernemingen die afhangen van het paritair comité voor de non-ferrometalen en op de arbeiders die zij tewerkstellen.

Onder «arbeiders» wordt verstaan : de mannelijke en vrouwelijke arbeiders.

Art. 2 - De afdelingen 1 en 2 van hoofdstuk 3 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 10 juli 1997 betreffende het sectoraal stelsel van bestaanszekerheid worden vervangen door de hiernavolgende tekst :

"Afdeling 1 - Ziekte

Art. 9.- De voltijds tewerkgestelde arbeiders van minder dan 57 jaar die ten minste één maand anciënniteit tellen en gedurende minstens twee maanden arbeidsongeschikt zijn ingevolge ziekte, bevalling of ongeval, zullen een toelage voor arbeidsongeschiktheid bekomen van 2.500 BEF per volledige maand arbeidsongeschiktheid van de tweede tot en met de twaalfde maand, voor zover deze arbeiders gerechtigd zijn op primaire ziekteuitkeringen bij toepassing van de wetgeving op de ziekte- en invaliditeitsverzekering.

Voor de deeltijds tewerkgestelde arbeiders wordt de maandelijkse toelage van 2.500 BEF aangepast in verhouding tot hun prestaties.

Art. 10.- De voltijds tewerkgestelde arbeiders die op de leeftijd van 57 jaar of meer arbeidsongeschikt zijn ingevolge ziekte of ongeval, genieten na afloop van de door het gewaarborgd maandloon gedekte période en dit tot de normale pensioengerechtigde leeftijd, een toelage van 160 BEF per ziektedag gedekt door de ziekte- en invaliditeitsverzekering ten belope van maximum zes dagelijkse toelagen per week, voor zover zij ten minste gedurende zes al dan niet opeenvolgende maanden gewerkt hebben tussen de datum van hun 56ste verjaardag en deze van het begin van hun ziekte.

Voor de deeltijds tewerkgestelde werklieden wordt de dagelijkse toelage van 160 BEF aangepast in verhouding tot hun prestaties.

Het voordeel dat voortvloeit uit de toepassing van dit artikel, wordt niet gecumuleerd met datgene voorzien in artikel 9.



Art. 11.- Het totaal van de conventionele vergoeding voorzien in de artikelen 9 of 10 en van de wettelijke ziekteoelagen mag de 90 % van de nettobezoldiging van de betrokkene niet overschrijden. Indien dit percentage wordt overschreden, wordt het bedrag van de conventionele vergoeding met de vereiste hoeveelheid verminderd.

De toepassing van deze regel mag niet voor gevolg hebben de in artikelen 9 en 10 voorziene conventionele vergoeding tot minder dan 750 BEF per maand te herleiden."

"Afdeling 2 - werkloosheid

A. Aanvullende werkloosheidstoelage bij tijdelijke werkloosheid




Art. 12.- Bij toepassing van de hierna opgesomde artikelen van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, hebben de arbeiders die, op het ogenblik dat zij tijdelijk werkloos worden gesteld, minstens 15 dagen dienst tellen in de onderneming, recht op de in de artikelen 13 en 14 voorziene aanvullende werkloosheidstoelagen voor elke werkloosheidsdag waarvoor de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening een volledige of een halve werkloosheidsuitkering toekent:

- 1. artikel 51: tijdelijke werkloosheid ingevolge economische zaken;
- 2. artikel 49: tijdelijke werkloosheid ingevolge een technische stoornis;
- 3. artikel 50: tijdelijke werkloosheid ingevolge slecht weer;
- 4. artikel 28, 1°: tijdelijke werkloosheid ingevolge sluiting van de onderneming wegens jaarlijkse vakantie;
- 5. artikel 26, eerste lid: tijdelijke werkloosheid ingevolge tijdelijke overmacht, inclusief geval van staking.

Art. 13.- Bij toepassing van artikel 12, punt 1 (economische redenen) en punt 2 (technische stoornis) bedraagt de aanvullende werkloosheidstoelage het bedrag vermeld in onderstaande tabel voor elke werkloosheidsdag waarvoor de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening een volledige werkloosheidsuitkering toekent:

| Duur | Dagdienst | Ploegendienst |
|------------------------------------|-----------|---------------|
| tot de 18de dag | 230 BEF | 280 BEF |
| vanaf de 19de dag tot de 36ste dag | 315 BEF | 390 BEF |
| vanaf de 37ste dag | 400 BEF | 500 BEF |

Onder arbeiders in ploegendienst worden verstaan de arbeiders die in vermeld arbeidsregime ten minste 50 % van hun arbeidstijd hebben gepresteerd tijdens de laatste zes maanden effectieve tewerkstelling die de datum van de tijdelijke werkloosheid voorafgaan.

Art. 14.- Bij toepassing van artikel 12, punt 3 (slecht weer), punt 4 (sluiting wegens jaarlijkse vakantie) en punt 5 (overmacht) bedraagt de aanvullende werkloosheidstoeslag 175 BEF voor elke werkloosheidsdag waarvoor de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening een volledige werkloosheidsuitkering toekent met een maximum van 4 weken per geval.

Art. 15.- De bedragen vermeld bij artikel 13 en 14 worden met de helft verminderd voor de dagen waarop de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening een halve werkloosheidsuitkering toekent.

Het totaal van de aanvullende werkloosheidstoelagen voorzien bij artikel 13 en 14 en van de wettelijke werkloosheidsuitkeringen mag de 95 % van de netto-bezoldiging van de betrokken arbeider niet overschrijden. Indien dit percentage wordt overschreden, wordt het bedrag van de aanvullende werkloosheidstoeslag met de vereiste hoeveelheid verminderd.

B. Aanvullende werkloosheidstoeslag bij volledige werkloosheid

Art. 16.- De arbeiders die worden ontslagen om economische of technische redenen of wiens arbeidsovereenkomst ten einde komt wegens definitieve overmacht omwille van een medische reden en die op het ogenblik dat de arbeidsovereenkomst een einde neemt minstens 15 dagen dienst tellen in de onderneming, hebben recht op de in artikel 17 voorziene aanvullende werkloosheidstoelagen voor elke werkloosheidsdag waarvoor de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening een volledige of een halve werkloosheidsuitkering toekent.

Art. 17.- De duur van de uitkeringen bepaald bij artikel 16 bedraagt:

1. voor de arbeiders die op het ogenblik van het einde van de arbeidsovereenkomst minder dan 35 jaar zijn, 120 dagen;
2. voor de arbeiders die op het ogenblik van het einde van de arbeidsovereenkomst 35 jaar of meer maar minder dan 45 jaar zijn, 210 dagen;
3. voor de arbeiders die op het ogenblik van het einde van de arbeidsovereenkomst 45 jaar of meer maar minder dan 55 jaar zijn, 300 dagen;
4. voor de arbeiders die op het ogenblik van het einde van de arbeidsovereenkomst 55 jaar of meer zijn en niet van het brugpensioen genieten, tot zij het pensioen nemen.

Art. 18.- Voor de gevallen voorzien bij de punten 1, 2 en 3 van artikel 17 is het bedrag van de aanvullende werkloosheidsuitkering gelijk aan 175 BEF voor elke werkloosheidsdag waarvoor de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening een volledige werkloosheidsuitkering toekent en 87,5 BEF voor elke werkloosheidsdag waarvoor de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening een halve werkloosheidsuitkering toekent.

§
A
FD
A.

Voor het geval voorzien bij punt 4 van artikel 17 bedraagt de aanvullende werkloosheidsuitkering 3.100 BEF per maand. Voor de deeltijds tewerkgestelde arbeiders wordt de maandelijkse toelage van 3.100 BEF aangepast in verhouding tot hun prestaties.

Het totaal van de aanvullende werkloosheidstoelagen voorzien bij dit artikel en van de wettelijke werkloosheidsuitkeringen mag de 90 % van de nettobezoldiging van de betrokken arbeider niet overschrijden. Indien dit percentage wordt overschreden, wordt het bedrag van de aanvullende werkloosheidstoelage met de vereiste hoeveelheid verminderd."

Art. 3 - Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in voege op 29 april 1999. Zij wordt afgesloten voor een onbepaalde duur en kan door een van de ondertekenende partijen worden opgezegd, met een opzegging van drie maanden.